

Fragilités diverses et facteurs d'instabilité en Algérie

J. Berlin, diplômée de l'IEP-Rennes, stagiaire au CREC-Saint-Cyr

L'Algérie, plus grand pays d'Afrique s'impose également comme l'un des mieux dotés du continent. En effet, ses sous-sols regorgent de ressources ; on y trouve 1% des réserves mondiales de pétrole et 3% de gazⁱ, elle dispose par la même occasion d'hydrocarbures de schiste en abondance, ce qui lui assure un repositionnement prometteur dans l'avenir du secteur énergétique. Une quantité importante d'eau y est aussi présente dans le nord ou sous forme de nappes fossiles au Sahara à la faveur de la production agricole et donc de la réduction de la dépendance économique. Avec une population de 43 millions d'âmes dont 70% sont âgées de moins de 30 ans, l'Algérie se distingue également par la vitalité de sa jeunesse. Il est donc impossible de nier que l'Algérie dispose des atouts clés d'un développement réussi. Pour autant, ce potentiel demeure inexploité et fait face à divers blocages. La précarisation de l'emploiⁱⁱ, la déshérence de ses systèmes de santéⁱⁱⁱ et d'éducation^{iv} ainsi que la corruption endémique^v sont autant de symptômes de cette incapacité algérienne à exploiter ses capacités^{vi}.

Depuis le 5 juillet 1962, date de l'indépendance algérienne, on a pu assister à l'établissement progressif d'une solide mainmise par un unique clan sur le pouvoir politique et donc sur la gouvernance Algérienne. Ce clan se définit d'abord par sa dimension familiale dont l'incarnation la plus flagrante est la figure de Saïd Bouteflika, frère cadet et conseiller personnel de l'ancien président, qui a peu à peu gagné en influence jusqu'à ce qu'à laisser imaginer l'idée d'une « présidence bicéphale ». A ce clan se sont greffés des vétérans et militaires fidèles à l'instar du chef d'état-major Gaïd Salah, mais aussi des figures économiques importantes lui garantissant le soutien du milieu des affaires contre quelques pots de vin tout droit tirés de la rente pétrolière, pierre angulaire du système algérien. Ce clan omniprésent se revendique héritier des combats nationalistes et a su tirer profit de ce prestige pour se hisser au plus haut niveau de l'Etat. En effet, la légitimité révolutionnaire et historique tirée de la guerre de décolonisation est l'argument phare dont se targuent les hommes d'état et dont Abdelaziz Bouteflika était le dernier garant^{vii}. C'est cela qui a permis au FLN^{viii} de s'assurer un certain contrôle sur les différentes facettes du pouvoir en Algérie. Le parti, malgré l'instauration du multipartisme en 1988, continue d'exercer une réelle emprise à la fois structurelle, comportementale et idéologique sur la quasi intégralité du pays. De fait, l'Algérie accuse une opposition usée et des partis moribonds incapables de proposer ni leaders ni projets de société mobilisateurs. La vie politique y est donc ankylosée tandis que la société civile a longtemps été décrite comme inexistante.

Pour toutes ces raisons et bien d'autres encore, s'est développé au sein de la population algérienne un terme sans équivalent sémantique dans aucune autre langue, que l'on peut définir comme l'accumulation de différents sentiments, à la fois d'humiliation, de mépris, d'injustice, de violence et d'abus de pouvoir ; la *hogra*. C'est cette hogra qui a poussé des milliers d'Algériens dans les rues d'Alger et dans les grandes villes du pays le 22 février 2019, outrés par la perspective d'un 5^e mandat d'Abdelaziz Bouteflika. Au pouvoir depuis

1999, son état de santé et son âge avancé interrogeaient quant à sa réelle capacité de gouvernance, pour certains, il n'exerçait plus qu'une présidence de façade. Cristallisant les frustrations, ce mouvement social, communément appelé *hirak*, a gagné en ampleur et a finalement obtenu la démission du président le 2 avril 2019. Pour autant, la contestation n'a pas faibli et s'est transformée en un rejet du système tout entier et en une dénonciation de méthodes jugées clientélistes et népotiques. Après le rejet des élections présidentielles initialement prévues le 4 juillet faute de candidats et d'accords quant à un scrutin réellement transparente satisfaisant les différents partis, l'Algérie s'est empêtrée dans un vide constitutionnel. En effet, le 9 juillet dernier conformément à l'article 102 de la Constitution, le mandat du président par intérim Abdelkader Bensalah qui avait été élu par les deux assemblées à la suite du retrait d'Abdelaziz Bouteflika, est arrivé à son terme fixé à 90 jours. Dans les faits, celui-ci reste en place à la faveur d'une parade du conseil constitutionnel qui le maintient jusqu'à l'organisation effective des élections présidentielles. Le crash institutionnel a ainsi été détourné mais le président intérimaire demeure dans une situation d'illégalité.

La destinée politique algérienne apparaît pour l'heure suspendue mais la menace est également exogène du fait de la déstabilisation générale de la région alors que l'Algérie partage des frontières terrestres avec 7 pays. L'impasse sahraouie limite considérablement toutes relations avec le Maroc mais c'est vers l'est et les tensions sécuritaires libyennes que se tournent les inquiétudes d'Alger. Le sud sahélien est également source de préoccupations d'autant plus que le contexte saharien rend ces frontières poreuses et donc particulièrement instables. Il s'agira ici de s'interroger sur la stabilité et la sécurité du pays depuis 2013 et la prise d'otage du site gazier de Tiguentourine en questionnant les éventuels facteurs de fragilité. Il sera d'abord question de la fin du cycle terroriste djihadiste dans un contexte d'instabilité régionale, puis seront évoqués les risques liés à une crise économiques avant d'aborder les fragilités socio-culturelles du pays pour terminer par la place de l'armée et les perspectives politiques.

La fin du cycle terroriste djihadiste dans un contexte d'instabilité régionale

LE TERRORISME RESIDUEL

Si aujourd'hui le terrorisme islamiste est un phénomène globalisé, l'Algérie a été le premier pays à véritablement y être confronté et à faire face à des attentats terroristes massifs. Cela remonte à la décennie 1990, dite « décennie noire » déclenchée par la suspension par l'armée des premières élections législatives pluralistes du pays en juillet 1991, largement remportées par le Front Islamiste du Salut (FIS)^{ix}. L'Algérie a alors été plongée dans dix années d'affrontements entre l'Armée Nationale Populaire (ANP) et divers groupes révolutionnaires islamistes dont le Mouvement Islamiste Armé (MIA) et le Groupe Islamiste Armé (GIA) usant régulièrement de pratiques terroristes visant les populations civiles. 200 000 personnes ont ainsi trouvé la mort dans cette guerre civile d'une rare violence^x. Dès 1999 et l'accession au pouvoir de Bouteflika, l'Algérie se lança dans une politique de concorde nationale dont le but était de proposer une « grâce amnistiant » aux islamistes

acceptant de renoncer à la violence. En 2005, ces efforts débouchèrent sur la « Charte pour la paix et la réconciliation nationale ». Grâce à cela, le niveau de violence dans le pays a pu être considérablement réduit ces dernières années. Mais sans évoquer le traumatisme encore vivace qu'a laissé la guerre civile chez les algériens, il semblerait que le pays n'ait jamais pleinement pu renouer avec la paix et la sécurité^{xi}.

Le 16 Janvier 2013, quelques jours après le début de l'opération Serval, a eu lieu la prise d'otage du site d'exploitation gazière algérien de Tiguentourine, à l'ouest d'In Amenas dans le sud algérien. L'assaut est mené par un groupe dissident d'AQMI venu de Libye ; les Signataires par le sang dirigé par Mokhtar Belmokhtar. Cette attaque terroriste de grande ampleur, s'est soldée après trois jours, par la mort de 37 otages de dix nationalités différentes et l'élimination de 29 terroristes. L'année suivante, le 21 septembre 2014, Hervé Gourdel, ressortissant français, est enlevé dans le massif du Djurdjura en Kabylie par le groupe Jund al-Khilafah («*Les soldats du Califat en Algérie*»). Son exécution est annoncée par les djihadistes pas plus de trois jours après. Le 31 Août 2017, à Tiaret à environ 350 km dans le sud-ouest d'Alger, un kamikaze s'est fait exploser après avoir tenté de pénétrer dans un commissariat tuant 2 policiers. Cela alors qu'en février de la même année déjà, une attaque-suicide avortée contre un commissariat à Constantine avait été revendiquée par l'Etat Islamique.

On a ainsi pu évoquer depuis le début des années 2000 le concept de « terrorisme résiduel », à savoir la persistance d'une menace extrémiste et d'un certain niveau de violence par des actes et attaques sporadiques plus ou moins spectaculaires. Ces derniers événements dramatiques illustrent la permanence d'une opposition islamiste armée qui serait surtout attisée par l'importante activité terroriste transnationale. Ce sont également les derniers actes terroristes ayant ciblé l'Algérie jusqu'alors. Pour autant, aujourd'hui, L'Algérie demeure classée parmi les destinations déconseillées aux touristes occidentaux.

L'INSTABILITE REGIONALE ET L'ENJEU DES FRONTIERES

Il importe d'expliquer qu'une part de la menace sécuritaire qui plane aujourd'hui sur l'Algérie a une dimension extérieure. Son environnement régional est en effet des plus instables depuis les révoltes arabes de 2011. Alors que la Tunisie connaît en addition à un regain d'activités terroristes, les turbulences sociopolitiques liées à son processus de transition démocratique, la Libye^{xii} et le Mali^{xiii} font l'expérience plus douloureuse de l'effondrement de l'Etat. De plus, Le Sahara apparaît comme une plaque tournante d'activités criminelles en tout genre : contrebande, trafic de drogues, d'armes, traite humaine etc. Ces activités sont souvent tolérées par les autorités algériennes dans son sud pour s'assurer une certaine paix sociale en permettant à ces populations qui sont écartées des revenus tirés des ressources naturelles de leur propre région, de pouvoir subvenir à leurs besoins d'une autre manière. Ce laxisme a ainsi également pu profiter aux terroristes qui y ont gagné en liberté de circulation et ont su tirer profit des activités criminelles pour s'enrichir^{xiv} et financer leurs activités. Certains ont pu se soucier du fait que la présence du groupe paramilitaire Polisario^{xv} dans le Sahara constitue un facteur supplémentaire d'instabilité du fait de son implication dans les trafics au sein des confins algéro-mauritaniens. Pourtant, le dossier sahraoui ne semble plus être un réel dossier, la présence marocaine dans le Sahara occidental semble irréversible. Les différents soutiens au Front Polisario s'étiolent peu à peu, notamment dans les pays sahéliens, largement

influencés par le soft power marocain naissant^{xvi}. De fait, alors qu'on a un temps pu craindre sa potentielle radicalisation djihadiste, le Polisario vivote et ne constitue plus de menace réelle à la stabilité de la région.

Cette situation de menace régionale a ainsi forcé Alger à reconsidérer les principes de sa politique étrangère auxquels elle accordait une importance religieuse depuis l'indépendance, à savoir les principes de non-ingérence, de non-intervention et de règlement pacifique des différends. Alger, du fait de ces principes, a en effet toujours été décrite comme un « *reluctant power* »^{xvii}, c'est-à-dire qu'elle s'est toujours refusée à intervenir dans une opération militaire en cours dans la région au-delà d'une certaine limite. L'instabilité chronique de la région l'a pourtant poussée à considérer la nécessité d'une coopération régionale entre les différents pays concernés, notamment au regard de la question des frontières mais également du partage de renseignements. La sécurité aux frontières est donc fatalement devenue une préoccupation primordiale des autorités algériennes qui ont ainsi développé des accords bilatéraux avec ses voisins Tunisiens et Libyens organisant des patrouilles communes et donnant ainsi naissance à un embryon d'alliance tripartite Algérie-Libye-Tunisie. De par ses efforts pour la protection de ses différentes frontières, l'Algérie s'est imposée comme l'un des pays les plus engagés dans la sécurité régionale sans même s'être directement impliquée dans les situations malienne ou libyenne. On a ainsi pu voir le 27 mai 2014 la mise en place d'un accord de sécurité instaurant une coopération bilatérale avec la Tunisie^{xviii}. Celui-ci répond principalement au besoin de coordination des actions sur le terrain dans la lutte contre la criminalité transfrontalière ainsi que de partage de renseignements et d'expériences. C'est dans cette perspective que l'Algérie a, la même année, apporté un soutien militaire à son voisin tunisien en assurant la formation de ses unités en charge du contre-terrorisme. Dans le cadre de cette nouvelle stratégie, les forces conjointes ont ainsi déployé jusqu'à 12 000 hommes venus de l'armée mais aussi de la gendarmerie, de la douane et de la police, tout au long de la frontière.

Concernant la frontière libyenne, la coopération qui a pu être amorcée a été mise à mal par la détérioration de la situation sécuritaire de Tripoli et l'installation de deux autorités revendiquant une légitimité différente. L'Algérie reste ainsi limitée à une dynamique unilatérale de simple contrôle des allers et venues depuis et vers la Libye, tâche délicate étant donné l'existence de 1000km de frontière commune entre les deux voisins^{xix}.

Pour ce qui est de la frontière avec le Maroc, celle-ci est probablement la moins instable des frontières algériennes, bien que cela paraisse paradoxal au vu des relations tendues entre les deux pays et l'existence en permanence de trafics variés ; qu'il s'agisse de drogue, de carburant et de contrebande de produits alimentaires par exemple. La tension qui définit la relation bilatérale avec le Maroc pose pourtant problème et pèse sur l'efficacité de tout projet de coopération régionale réelle.

Concernant les frontières sahéliennes, davantage perméables encore, une initiative de processus multilatéral a vu le jour en 2010, s'incarnant dans le conseil du comité d'Etat-Major Opérationnel Conjoint "CEMOC" dans le contexte des pays du Sahel qui rassemble le Niger, le Mali, la Mauritanie et l'Algérie. Il s'agit là du premier dispositif de sécurité régionale auquel est accordé une dimension opérationnelle. L'idée était principalement de parvenir à gérer les différents problèmes de la région en interne sans avoir à faire appel à des acteurs extrarégionaux, notamment l'UE et les Etats-Unis. Cependant, la faiblesse des états

sahéliens, le manque de confiance au sein des pays du Champ notamment dû au mépris algérien pour ses voisins subsahariens, ont rendu ce projet impossible et ont donc imposé quelques concessions. L'Algérie a dû se résigner à ce que ses partenaires finissent par faire appel à une aide extérieure et a fini par elle-même reculer quant à sa doctrine diplomatique en apportant une aide logistique à la mission Serval puis à Barkhane. Ainsi la fragilité de cette initiative est restée trop importante nuisant à une réelle efficacité de la lutte anti-terroriste.

UNE LUTTE ANTI-TERRORISTE QUI A FAIT SES PREUVES

Il apparaît donc clair que l'Algérie, si elle a su s'imposer, grâce à ses capacités militaires^{xx}, comme la seule à même de pouvoir stabiliser la région, demeure dans l'incapacité de contrôler l'intégralité de ses frontières. Ce, en raison de la longueur importante de celles-ci mais également de l'étendue de son territoire et de la complexité géographique d'une telle zone désertique. Pour autant, on constate que depuis 2017 aucun acte terroriste n'a été répertorié sur le territoire algérien malgré l'instabilité chronique de l'ensemble de la zone sahélo-saharienne. C'est donc la preuve de l'efficacité de cette politique sécuritaire aux frontières, menée par une armée, il faut le souligner, particulièrement rodée à la lutte antiterroriste et dont le savoir-faire depuis la décennie noire ne fait aucun doute. Si l'armée nationale populaire continue aujourd'hui d'arrêter des terroristes^{xxi}, pour la majeure partie d'entre eux autour des frontières avec le Mali et le Niger, dans la région de Tamanrasset, ceux-ci ne sont finalement sur le territoire que dans un but de transit depuis ou vers la Libye sans intention de frapper l'Algérie. Les groupes armés terroristes ne sont à l'évidence plus en capacité de mener des attaques sur le territoire comme ça a pu être le cas auparavant. Pour autant les risques de prise d'otages au centre et dans l'extrême sud, forte région de passage, demeurent une réalité.

De plus, on peut penser que l'offre politique intégriste a été rendue moins populaire par son traitement mondial et sa relative mise en échec. Il ne faut pas oublier combien la mémoire de la décennie noire et ses massacres reste palpable dans les mentalités algériennes. Concernant l'islamisme politique en Algérie, les partis islamistes ont été sciemment et méthodiquement atomisés, mouillés aux affaires voire corrompus par le système politique, de fait, ils ont été discrédités et ne constituent plus une force politique structurée comme ça a pu être le cas dans les années 1990. Cela a pu se percevoir dernièrement alors que Abderrazak Makri, président du Mouvement de la société pour la paix (MSP) ou encore Abdallah Djaballah président du Front pour la Justice et le Développement (FJD), se sont vus conspués en voulant prendre part aux manifestations^{xxii}.

En outre, en raison d'une politique sécuritaire et d'une coopération aux frontières des plus efficaces et force est de constater que les katibas^{xxiii} liées à AQMI sont presque en voie de disparition dans le pays. Le cycle de terrorisme djihadiste né dans les années 1980 semble en train de se fermer dans le Maghreb. Les groupes sont en position difficile et ne parviennent plus à recruter. La débâcle de l'Etat Islamique en début d'année et les sources récentes indiquant la présence de son émir Abu Bakr al-Baghdadi^{xxiv} en territoire libyen auraient pu laisser craindre un redéploiement de l'organisation dans la région et donc une menace nouvelle pour l'Algérie. Cependant, il est intéressant d'observer le relatif échec de l'EI en

Algérie, et plus généralement au Maghreb et au Sahara qui n'est jamais parvenu à rassembler une masse critique de soutien. En effet la rhétorique daechienne est fondée essentiellement sur le rejet des chiites, or, il n'y a pas de communauté chiite dans la région. Faute de base sociale et territoriale, la perspective de prospérité du groupe est donc largement compromise.

Pour autant, il est actuellement essentiel de porter une attention importante au courant salafiste prédicatif qui apparaît comme la nouvelle menace. Socialement conservateur et apolitique, très présent en Libye et se développant en Algérie il faut se demander quelle serait l'attitude de ses adeptes concernant un enlisement de la crise politique en cours.

Si le terrorisme djihadiste dans la région est en fin de cycle, l'histoire est faite de répétitions et il faut dès lors veiller à supprimer toute capacité de projections nouvelles. Il importe ainsi de noter que la vigilance se doit de rester de mise dans la mesure où les conditions ayant permis l'émergence de la menace terroriste djihadiste en Algérie quelques décennies auparavant n'ont en aucun cas disparu. Les problèmes socio-économiques et culturels favorisant le recrutement des groupes armés terroristes sont toujours une réalité. En somme, la continuation de la crise actuelle, son enlisement, pourrait favoriser un cadre de réémergence de ces mouvements.

Des inquiétudes liées à une situation économique catastrophique

LA CRISE ECONOMIQUE

L'un des problèmes majeurs qui se pose actuellement et qui peut être amené à constituer un facteur risque pour le pays est la situation économique relativement inquiétante et son éventuelle aggravation dans l'éventualité d'une impasse dans la crise politique en cours.

Tout d'abord, le taux de chômage officiel s'élève à 12%. Avec la conscience de la distance qui s'impose face à ce type de communications du pouvoir il importe de réévaluer ce chiffre qui en réalité serait au minimum 2 fois supérieur^{xxv}. Le chômage est d'autant plus un fléau chez les jeunes, puisque $\frac{1}{4}$ de la population des 16-24 ans serait sans emploi^{xxvi}. Alors que l'Algérie a longtemps été considérée comme « *le grenier de la France* » puisqu'il s'agissait d'une terre essentiellement agricole, le secteur agroalimentaire connaît aujourd'hui quelques difficultés d'autant plus que l'aridité du pays rend plus de 4/5e des terres incultivables. Le risque de dépendance alimentaire est réel notamment en raison d'une augmentation continue de la demande intérieure du fait d'une démographie galopante à raison d'une augmentation de presque 2% par an. On peut également ajouter à tout cela La place importante qu'occupe le secteur informel ; il correspond à près de la moitié du PIB, par exemple, 25% du carburant produit dans le pays est exporté en contrebande vers les pays voisins^{xxvii}.

Le spectre de la précarité plane sur la population algérienne. L'histoire est là pour nous rappeler que c'est dans un contexte économique semblable auquel sont venu se greffer des pénuries alimentaires que dans les années 1980 a pu se développer une opposition islamiste violente. Il importe également de ne pas oublier que c'est dans un climat d'injustices et de misère que le jeu de séduction du discours islamiste est le plus fructueux.

LA DEPENDANCE AUX HYDROCARBURES

10^e producteur mondial et 6^e exportateur de gaz naturels ainsi que 18^e exportateur de pétrole, les hydrocarbures sont pour Alger des ressources névralgiques qui à elles seules représentent 60% des recettes du budget de l'état. L'économie algérienne repose donc quasi exclusivement sur l'exportation d'hydrocarbures dont elle est dangereusement dépendante. Cette dépendance, à l'origine de bien des maux et blocages se chiffre à environ 98% des devises étrangères d'Alger^{xxxviii}. Pourtant depuis 2014, la baisse du cours du baril^{xxxix} est apparue comme un frein net à la bonne santé économique algérienne. Le pouvoir s'est vu contraint de brider les dépenses et le recours massif à la planche à billets a été à l'origine d'une forte inflation^{xxx}. Pourtant, puisque le mal est ici systémique et profond, le conjoncturel ne peut y répondre efficacement et ces mesures se sont bien évidemment avérées inutiles. Ainsi diversifier l'économie algérienne relève de l'urgence, il en va de l'avenir de la jeunesse algérienne qui représente la majeure partie du pays.

De plus, les rendements liés à la rente pétrolière n'ont jamais profité à la population. C'est en effet le pouvoir et ses clients qui en ont été les principaux bénéficiaires. La manne pétrolière algérienne n'a pas été utilisée de manière habile, il n'y a eu aucun investissement pour favoriser le développement du pays et le bien être des algériens. La rente pétrolière s'est résumée, dans un contrat social implicite entre le pouvoir et les gouvernés, à l'achat de la paix sociale lorsque la rue commençait à gronder. Elle a ainsi surtout servi à offrir les moyens nécessaires à l'augmentation de subventions par exemple. Cette méthode a pu générer des ressentiments principalement au sein de la population du sud, région déshéritée alors que c'est là que se trouvent les principaux gisement et sites exploités^{xxxxi}. D'après le rapport de 2018 publié par l'ONG International Crisis group, « l'ère Bouteflika a coïncidé, jusqu'en 2014, avec une période d'augmentation continue des prix du pétrole qui a soutenu l'économie algérienne alors que le pays se relevait de la guerre civile des années 1990 ». Ainsi, on peut penser que cette redistribution des revenus perçus de la rente pétrolière ont pu être l'occasion pour le Système de limiter l'ampleur des contestations au moment de ce que les médias se sont plus à appeler les « Printemps arabes » en 2010-2011 qui ont ébranlé les régimes tunisien, libyen et égyptien. Mais depuis le contre-choc pétrolier de 2014, la machine est grippée. Le baril entre 2011 et 2013 s'élevait entre 80 à 100 dollars et a chuté jusqu'à osciller entre 40 et 60 dollars sur la période 2015-2017. D'après la Banque Africaine de Développement, alors qu'en 2007 les recettes tirées de l'exploitation des hydrocarbures s'élevaient à 74 milliards de dollars, en l'espace de 10 ans elles ont chuté à 24 milliards de dollars. En somme, si ce modèle d'une économie fondée sur la rente pétrolière a pu apporter son lot de paix et de stabilité épisodique, force est de constater qu'il est aujourd'hui à bout de souffle^{xxxii}.

La situation économique du pays inquiète donc de plus en plus de spécialistes selon lesquels cela ne peut qu'aboutir à une exacerbation des tensions sociales. Si aujourd'hui la crise est en premier lieu politique, une dégradation de la situation économique du pays pourrait en effet pousser à une mobilisation plus massive et plus violente. Ce scénario pourrait également donner lieu à des tentatives de déstabilisation du pays par des groupes non étatiques. En revanche, une transition politique positive pourrait au contraire donner lieu à un

regain de croissance et de confiance en l'économie favorisant aussi un retour des IDE actuellement au point mort.

L'IMPASSE DE LA SITUATION MIGRATOIRE

L'Algérie a également été vivement critiquée pour son traitement des migrants subsahariens. On peut d'abord évoquer à titre d'illustration les propos de dirigeants empreints d'un racisme qu'on ne cherche même pas à dissimuler, comme la déclaration du ministre des affaires étrangères qualifiant les migrants de « menaces pour la sécurité intérieure » émanant « d'une mafia organisée ». On peut aussi citer Ahmed Ouyahia, conseiller de Bouteflika, qui associait les migrants à la drogue et la criminalité. L'Algérie s'est ainsi livrée en 2017 sous l'appellation de « mesures d'urgence » à des expulsions collectives principalement vers le Niger, ce qui pour beaucoup d'experts est en totale violation du droit international. En 2018, le nombre de personnes expulsées vers le Niger par l'Algérie s'élevait à 25 000. Il ne fait aucun doute que la situation économique algérienne ne permet pas d'offrir une intégration satisfaisante à la fois économique et sociale à ces individus, qui pour la majeure partie d'entre eux ont fui la misère, la guerre et les persécutions. Pour ceux qui restent, dans des camps de fortune comme à Tamanrasset, les fragilités sociales engendrent forcément des frictions avec les locaux^{xxxiii}. En plus d'un racisme latent gangrénant la société algérienne, le terrorisme djihadiste est à l'origine d'une défiance envers les migrants qui poussent les populations à rester sur la défensive. Il n'y a aucun consensus régional sur la gestion de la crise migratoire. A long terme la seule solution demeure la stabilisation de la région subsaharienne et son développement économique et social pour limiter les candidats à l'émigration.

Pour autant la traque aux migrants subsahariens transitant par l'Algérie menée par le pouvoir a occulté un phénomène bien moins connu, celui des harragas^{xxxiv}, à savoir les migrants algériens qui, par milliers, tentent la traversée clandestine de la méditerranée. En arabe, harraga signifie « brûleurs », cette expression sous-entend « brûleurs de frontières ». D'après l'ONG Algeria Watch 2015, l'Algérie était 9^e au classement des pays d'origines des migrants clandestins arrivés en UE, entourée de pays en guerre ou de pays où certaines populations subissent des persécutions comme la Syrie ou l'Afghanistan. Ce phénomène transcende les générations et les classes sociales, on compte des femmes, des mineurs, des diplômés, bien que la majorité des harragas restent des hommes de moins de 30 ans. En 2014, près de 13 000 migrants algériens ont été arrêtés aux frontières de l'UE^{xxxv}. En cas d'arrestation par les autorités algériennes, un harraga risque jusqu'à la prison. La criminalisation de la harraga est dénoncée par beaucoup comme contreproductive dans le sens où le pouvoir ne répond pas aux différents enjeux qui poussent les migrants à risquer leur vie pour traverser la Méditerranée. Plutôt que de punir, il importerait de créer les conditions de véritables opportunités économiques permettant aux algériens de s'en sortir.)

Des fragilités socio-culturelles exacerbées par une mauvaise gouvernance

LA QUESTION DE L'IDENTITE BERBERE ET LES ENJEUX DES REVENDICATIONS IDENTITAIRES

« L'Algérie n'a qu'un seul drapeau pour lequel sont morts des millions de martyrs. Elle n'a qu'un seul emblème qui représente sa souveraineté, son indépendance et son intégrité territoriale et populaire. » Ces propos ont été tenus par le chef d'état-major Ahmed Gaid Salah le 19 juin dernier à l'occasion d'une allocution interdisant indirectement aux manifestants de brandir le drapeau berbère. En effet, sans directement mentionner le drapeau amazigh, il a demandé aux forces de l'ordre de s'assurer qu'aucun drapeau autre que le drapeau national n'apparaisse lors des manifestations^{xxxvi}. L'identité berbère et ses revendications linguistiques et culturelles ont longtemps été étouffées voire réprimées au nom de l'arabité prônée par l'Etat algérien. Pourtant, un algérien sur quatre est berbérophone, ce qui représente 10 millions de personnes. Les berbères sont concentrés principalement dans la Kabylie Nord mais aussi dans le centre algérien et le grand sud. L'Algérie, depuis l'indépendance tient un discours quasi jacobin et promeut la légitimité de l'état nation exclusif, celle d'un peuple unique et soudé par l'islam et l'identité arabe. Elle a ainsi cherché à réduire les disparités entre les régions dans un objectif de cohésion nationale. Par exemple la langue arabe a été imposée à l'enseignement et à l'administration au détriment des locuteurs du tamazight, ce qui fut à l'origine de bien des contestations. Seul l'arabe avait droit de cité dans le récit national et le simple fait de parler ou écrire berbère pouvait conduire à des interpellations. Pourtant des concessions ont fini par être accordées, et depuis 2016 la langue berbère, qui inclut le kabyle, le chaoui, le targui et le mozabite, a été reconnue langue officielle en Algérie. Pour autant la promotion de la langue et son enseignement restent restreints aux régions amazighes. Cette question a été à l'origine de maintes polémiques et de tensions entre berbérophones et arabophones puisque certains de ces derniers ont refusé de voir leurs enfants apprendre le tamazight à l'école à la rentrée 2018^{xxxvii}.

La fin de la « double rente » à savoir la rente historique, c'est à dire la façon dont le système a pu tirer sa légitimité de la guerre d'indépendance, et la rente pétrolière, a effectivement amené à un désengagement de l'Etat dans l'espace saharien. Selon la sociologue Fatma Oussedik, l'absence d'un Etat véritablement protecteur, dispensateur de services et centralisateur ainsi que le recul des formes traditionnelles d'organisation et l'absence de société civile sont à l'origine d'un usage davantage revendicatif des références communautaires. Celles-ci ont fini par s'imposer comme le seul réel mode d'identification et de représentation politique de soi pour les algériens^{xxxviii}. Ainsi, cette interdiction nouvelle de brandir le drapeau berbère apparaît comme le symptôme d'un Système désemparé n'ayant d'autres cartes à jouer que celle des divisions.

LE SUD COMME ESPACE DE CONTESTATIONS CROISSANTES

On l'a vu, en cette période quelques peu troublée pour la région, l'Algérie se plaît à se présenter comme un modèle de sécurité et de stabilité. Pourtant, des voix s'élèvent en son sud pour dénoncer la mauvaise gouvernance des autorités centrales. Depuis 2013 on assiste à des vagues de contestation en réaction à divers problèmes économiques, environnementaux et communautaires. Alors que la population algérienne est très inégalement répartie, le sud qui représente 80% du territoire n'est habité que par 6% des algériens. Longtemps considéré comme le « Sud tranquille » puisque les violences sporadiques et les manifestations de masse

ont surtout touché le Nord depuis les années 1980, ces populations sont restées secondaires et marginalisées politiquement alors que la région demeurerait indispensable et stratégique économiquement. De plus, ses caractéristiques géographiques font du sud un territoire difficilement contrôlable par les autorités algériennes, ce qui pose divers dilemmes sécuritaires^{xxxix}.

L'instabilité régionale de ces dernières années et les contestations récentes, que ce soit dans la région du Mزاب, dans la ville d'In Salah ou dans celle d'Ouargla sont bien la preuve que ces populations sont déterminées à ne plus se taire. Ce, d'autant plus au vu de la situation économique qui ne permet plus, on l'a vu, de sauvegarder une paix précaire grâce à la rente des hydrocarbures. Ainsi à Ghardaïa, des heurts éclatent régulièrement en raison principalement de différends d'ordres fonciers exacerbés par les différences religieuses entre les communautés arabes Chaâmbas sunnites de rite malékite^{xl} et les communautés berbères Mozabites ibadites^{xli}, qui sont majoritaires dans la région et dont le rite est condamné par beaucoup d'oulémas musulmans. Les premiers sont de tradition nomade tandis que les seconds sont sédentaires. Dans les années 1970 et 1980, l'Algérie connaît un fort phénomène d'urbanisation qui s'accompagne du mouvement de nombreux nomades vers les centres urbains sahariens. Ainsi les mozabites accusent les chaâmbas d'avoir été envoyés dans le Mزاب dans une entreprise de dilution de leur identité ibadite. Les mozabites mettent en avant la cause berbère et dénoncent une tentative politique « d'arabiser de force » la vallée du Mزاب.

De plus, la ville se situe sur un axe de passage de trafic de drogue avec d'autres villes sahariennes algériennes, elle est devenue une plaque tournante de différents trafics illicites de nature transnationale.^{xlii} Ces différents réseaux auraient eu pour effet d'attiser les braises communautaires en plus de paralyser l'activité commerciale de la ville. Ainsi, en plus du sentiment de déshérence et de gabegie de l'Etat partagé par l'ensemble du sud, l'insécurité s'est considérablement développée à Ghardaïa^{xliii}. L'année 2014 a été l'occasion d'une poussée de fièvre dans ces tensions destructions, pillages et déplacements de populations. Pour contenir la violence des affrontements intercommunautaires 10 000 policiers et gendarmes ont été mobilisés. En juillet 2015 ces heurts ont fait des dizaines de morts et des centaines de blessés^{xliv}.

Il n'est pas insensé de penser que le sentiment d'abandon et d'injustice croissant au sein de ces populations puisse faire courir au pays le risque d'accroître le poids politique des autonomistes locaux. Ghardaïa a également pris part au hirak dénonçant la mauvaise gouvernance et la corruption endémique du système. Si beaucoup se sont empressés de commenter l'aspect fédérateur du mouvement, clamant l'unicité des manifestations où Chaâmbas et Mozabites marchent côte à côte dans un même objectif national, il faut se méfier de ce type de professions de foi unitaristes. En effet, cela n'est pas nécessairement durable comme on a pu l'observer en Egypte où le même discours était tenu au sujet des kopts et des musulmans avant que les affrontements ne reprennent de plus belle. Il est important de souligner que dans le pays sunnite qu'est l'Algérie, la situation du Mزاب fait état d'exception et constitue un des très rares cas de violence sectaire. Si les violences ont pu prendre de l'ampleur de la sorte dans cette région, c'est uniquement le fait du mélange des tensions intercommunautaires avec le grand banditisme et quelques manipulations politiques. Il n'y a

pour l'heure aucune réelle situation de conflit à risque en Algérie, la violence reste sporadique elle ne débouchera pas sur un conflit armé.

Cependant, prendre conscience de ces divisions internes est indispensable. La question de la gouvernance est en ce sens fondamentale. Les populations étant tiraillées par des forces centrifuges, il s'agit de réellement prendre en compte les questions de représentation, de s'interroger sur l'origine des élites qui ne viennent incontestablement pas du sud. Il est essentiel de ne pas négliger les affects identitaires et régionaux qui sont des clés à la compréhension des enjeux de la région. Afin de répondre à ce besoin d'ordre général, une gouvernance plus inclusive apparaît clairement essentielle.

Pour ce qui est des protestations politiques, les principales manifestations de la région sud algérienne ont lieu à Ouargla, ville comptant près de 135 000 habitants et l'une des plus riches d'Algérie notamment en raison de sa proximité stratégique avec les grands champs pétrolifères et gaziers de Hassi Messaoud et Hassi Rmmel. La ville s'est octroyée le rôle de caisse de résonance du rejet de la crise socioéconomique qui touche le pays tout entier mais plus encore son sud. C'est d'ailleurs dans cette ville que des jeunes chômeurs ont donné naissance au Comité national pour la défense des droits des chômeurs (CNDDC)^{xlv}. La ville connaît un taux de chômage similaire à la moyenne nationale d'après les statistiques officielles, la crise touche ainsi tout le pays et le chômage ne semble pas être un « privilège du Sud ». Ce mouvement politique revendique une redistribution des richesses plus juste dans le sud du pays et de réelles politiques de développement et d'emplois. Il dénonce également la corruption dans le secteur des logements sociaux. L'activisme des populations déshéritées du sud a beau remonter au début des années 2000 et au Mouvement des enfants du sud^{xlvi}, le CNDDC a réellement fini par prendre de l'ampleur à l'occasion de la grande manifestation à Ouargla du 14 mars 2013 ayant mobilisé entre 5 000 et 10 000 personnes^{xlvii}. L'ampleur du mouvement et sa notoriété à l'échelle nationale a permis l'obtention de mesures d'urgence permettant un apaisement de la protestation. Malheureusement les espoirs ont vite été déçus et il n'y a eu aucune réforme en profondeur.

D'autres protestations importantes sont à mentionner, plus au sud encore, cette fois à In Salah. Il s'agit du mouvement de protestation de nature écologique le plus important du Maghreb concernant l'opposition des habitants à l'exploitation du gaz de schiste^{xlviii} dans la région depuis décembre 2014. En effet le projet du premier forage pilote de schiste en Algérie installé à 30km de la ville a déclenché une mobilisation spontanée de ses habitants. Le mouvement a été amplifié par les réseaux sociaux qui ont permis la diffusion d'informations concernant les risques liés à la fracturation hydraulique^{xlix}. Les manifestations ont par ailleurs essaimé dans les grandes villes comme Oran, Alger et Constantine.

L'abandon de son sud par l'Etat se perçoit également actuellement dans la région du Tassili, située à 2200 km d'Alger. Alors que Djanet et Illizi croulent sous les eaux suite à de graves inondations dans l'indifférence la plus totale. Alors que de nombreuses familles se sont retrouvées sinistrées, aucune mesure n'a été prise par les autorités qu'elles soient locales ou centrales¹.

En somme, le sud semble avoir pris le relai des régions du Nord telles que la Kabylie dans leur position d'épicentre des contestations. Les réclamations enveloppent donc des aspects à la fois sociaux, économiques, environnementaux et politiques, qui mis bout à bout révèlent des liens étroits. Si les préoccupations sont propres aux communautés du sud, elles ne sont pas

complètement étrangères au reste du pays déplorant les dégâts d'un système rentier et clientéliste en pleine débâcle. Il est tout de même important de rappeler qu'en dehors de ces trois zones qui subissent quelques secousses, le calme demeure dans le sud algérien. Il est donc possible de maîtriser la situation mais encore faut-il la volonté politique de prendre en compte ces différentes revendications et remédier aux insuffisances dénoncées. Echouer à engager le dialogue avec ces populations ferait courir un risque sécuritaire non négligeable en encourageant ainsi les populations à prêter allégeance à des groupes non étatiques en mesure de cristalliser et exploiter les mécontentements.

***Hirak* : Quel horizon politique ?**

LE RAPPORT DES ALGERIENS AU POLITIQUE ET A LA CONTESTATION

La Révolution de velours à l'Algérienne qui se joue aujourd'hui est symptomatique d'un rejet viscéral d'un système de gouvernance à l'agonie n'arrivant pas à se rénover. Pendant des années le pouvoir aux mains du même clan est parvenu à faire le vide autour de lui, à diviser l'opposition partisane en l'atomisant et en la trempant dans les affaires. Pour autant il semblerait que la société civile algérienne, que beaucoup ont décrite dans un état de léthargie totale, dépolitisée et traumatisée depuis la fin de la décennie noire, a déjoué tous les pronostics en construisant un mouvement de contestation solide et durable. Malgré cela il ne faut tout de même pas oublier que depuis plus de 10 ans la contestation sociale en Algérie a toujours existé, mais celle-ci est restée sporadique. Elle n'a ainsi jamais été réellement unifiée ne s'inscrivant pas dans une dynamique nationale jusqu'à aujourd'hui et s'est caractérisée davantage par des éruptions de colère isolées. Il a plus souvent été questions de revendications d'ordre économique comme des réclamations pour l'ouverture d'un hôpital, pour davantage d'aides sociales, ou encore pour l'accès à un logement. Le pouvoir a ainsi pendant longtemps, comme on a pu l'évoquer, joué de la rente pétrolière pour apaiser ces éruptions et surtout les contenir afin d'éviter tout effet de contagion.

Contrairement à ce que l'on peut parfois entendre, les Algériens ont bel et bien investi les rues à l'occasion des « printemps arabes », principalement au mois de janvier 2011. Il s'agissait d'abord surtout de manifestations contre la flambée des prix de produits alimentaires de base. Mais le régime a réagi de façon très dure par une violente répression avec des policiers et des brigades anti-émeute bien souvent plus nombreux que les manifestants. La manne pétrolière en permettant de distribuer des aides diverses, principalement adressées à la jeunesse comme des prêts à taux zéro a une nouvelle fois permis de calmer le jeu et étouffer les contestations. Le régime a aussi concédé la légalisation de nouveaux partis ainsi que l'abrogation de l'état d'urgence en vigueur depuis 1992. L'échec de ce bref mouvement contestataire en comparaison à l'ampleur des soulèvements dans le monde arabe peut s'expliquer par le souvenir d'Octobre 1988 que certains intitulent le « printemps algérien ». Celui-ci, s'il a ouvert une courte parenthèse démocratique a surtout ouvert la porte à la guerre civile^{li}. Bien que la moitié de la population n'ait pas connu ces années sanglantes, ces événements meurtriers semblent avoir rendu les algériens particulièrement prudents et hostiles au désordre. Pour toutes ces raisons, le Hirak de 2019 témoigne d'une intelligence

collective qui ne semble laisser aucune place à un scénario de radicalisation. Le piège de la violence et des affrontements est évité du fait de l'expérience de la guerre civile algérienne mais également du chaos syrien qui font tous les deux office d'épouvantail.

UN SCENARIO EGYPTIEN PEU PROBABLE MAIS UNE ARMEE COMME ACTEUR INCONTESTABLE DANS LA TRANSITION A VENIR

Malgré la pression populaire et un engouement qui ne faiblit pas, le pouvoir ne semble pas prêt à céder à de nouvelles revendications depuis le départ d'Abdelaziz Bouteflika. Face à cette obstination, on lit beaucoup de spéculations autour d'un scénario dit « à l'Égyptienne » qui voient en Gaïd Salah le nouveau maréchal Abdelfatah al-Sissi. Ce dernier avait en 2013, à la suite de protestations populaires renversé Mohamed Morsi, le premier président élu démocratiquement depuis la démission de Hosni Moubarak deux années auparavant.

L'Algérie est une puissance militaire affirmée. En effet d'après le classement publié en 2016 par l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm, l'ANP est, de par son budget, la 17^e armée mondiale et la 1^e d'Afrique. L'institution militaire est donc omniprésente dans le pays, elle est l'épine dorsale du pouvoir d'Etat et son chef d'Etat-major Gaïd Salah apparaît comme le nouvel homme fort du pays face à un président intérimaire invisible. Comme ce fut le cas en Egypte, certains imaginent qu'au nom de la protection de la Constitution, l'armée pourrait être tentée de reprendre les commandes en nommant son chef à la tête du pays. Cela serait, selon les dires, d'autant plus probable si les manifestations venaient à dégénérer et à se radicaliser. C'est ce que prédit du moins par exemple le Washington Post où l'on peut lire : « Comme lors de la période qui a précédé le départ de Hosni Moubarak en Égypte, le Deep state algérien cherche des moyens de sortir d'une situation précaire. Il tente de donner l'illusion de concessions et une transition qui permettent à ceux qui en font partie de préserver le système et leur place au sein du système^{lii} ».

Pour autant les conditions qui ont permis l'accession d'Al Sissi au pouvoir ne correspondent en aucun point à la situation que connaît l'Algérie aujourd'hui. En effet, si le maréchal est parvenu à s'imposer en Egypte c'est principalement sous prétexte du spectre de la menace islamiste qui planait sur le pays après deux ans de règne des frères musulmans. Ainsi en Algérie, il apparaît évident que ce scénario n'est absolument pas crédible puisque cette menace est inexistante.

De plus, la sociologie de l'institution militaire algérienne n'est pas comparable à celle de son homologue égyptienne. D'abord l'ANP n'est pas aristocratique, c'est de son rôle clé dans la guerre pour l'indépendance qu'elle tire toute sa légitimité et son soutien populaire. Si de nombreux cadres militaires peuvent être corrompus, contrairement à l'Egypte où les militaires, constitués en une véritable caste, contrôlent une grande partie de l'économie du pays^{liii}, en Algérie, l'armée n'a pas d'intérêts commerciaux autonomes.

Les généraux algériens se caractérisent également par ce réflexe prétorien qui les fait se penser comme les gardiens de l'Etat. Cependant, l'ANP en tant qu'institution n'a pas de velléités politiques et ne vise que la défense de ses propres intérêts et la poursuite de sa mission de défense du territoire. Elle a à cœur de ne pas déborder de ses prérogatives et se présente simplement comme le gardien du temple préférant travailler en sous-main. Ainsi l'ANP n'hésite pas à éliminer ceux qui, en son sein, feraient preuves d'ambitions trop

personnelles. C'est ce que l'on a pu voir en mai dernier avec l'arrestation très médiatisée de deux importants ex généraux, à savoir Mohammed « Toufik » Médiène et El-Bachir Sahraoui, alias Athmane Tartag, pour « atteinte à l'autorité de l'armée » et « complot contre l'autorité de l'État^{liv}. L'ANP au nom de son rôle de garante de la constitution a eu l'occasion de donner le rythme de la vie politique civile par exemple en renversant le président Ben Bella en 1965^{lv} mais aussi en organisant ou en annulant des élections à l'instar des législatives de 1991, ce grâce à l'omniprésence de ses services de sécurité. Son passé a fait d'elle une armée unitaire et cohérente, elle se revendique patriotique et aspire à la représentation de l'identité algérienne et à la sécurité de l'Etat. En revanche elle a toujours été frileuse à s'emparer du pouvoir, par exemple alors que dès 1988 s'annonçait le péril islamiste notamment via le retour de moudjahidines afghans mais également au vu des résultats des municipales de 1990^{lvi} qui avaient d'ores et déjà donné naissance à des communes islamiques^{lvii}, l'ANP a attendu que la situation ne soit plus contrôlable pour intervenir dans le processus électoral et interrompre les législatives.

Bien qu'on ne puisse pas parler de régime militaire à l'instar de l'Argentine ou du Chili pour évoquer la situation algérienne, l'armée est incontestablement un acteur politique de poids et occupe une position unique. Pour autant, son influence sur le politique vient du politique lui-même, les multiples promotions de généraux laissent constater une porosité certaine entre les deux sphères notamment en raison de la forte présence de vétérans de guerre au sein du FLN par exemple. Il est tout de même à noter un changement net induit par l'ère Bouteflika qui a conduit à l'éloignement des militaires du pouvoir notamment via le retrait du contrôle de l'armée des services de renseignements mais également par un processus net de professionnalisation de l'armée.

Aujourd'hui l'ANP semble dans l'impasse, si c'est elle qui a écarté Bouteflika du pouvoir en lui faisant défection elle refuse tout scénario politique qui ne lui accorderait pas une place centrale, à la hauteur de son prestige historique. Pourtant, elle n'a plus la main sur les services et a perdu une marge de contrôle importante sur la vie politique algérienne. Gaid Salah s'est imposé en porte-parole d'un système opaque alors que l'armée n'a jamais eu pour habitude de gouverner si largement sans se dissimuler derrière une vitrine civile. De plus elle commence à accuser un sévère discrédit suite à deux refus populaires quant aux dates d'élections qu'elle a pu suggérer, les manifestants attendant de sa part davantage de garanties quant à la transition espérée.

LES TATONNEMENTS VERS UNE SORTIE DE CRISE

Le mouvement populaire algérien, que certains disent révolution de velours ou « silmiya » (révolution pacifique), incarne un dédagisme épidermique. Tout individu cherchant à négocier ou à parler au nom de l'opinion publique est immédiatement discrédité est perçu comme à la solde du système. Ainsi si nous venons d'écarter le scénario à l'Egyptienne, quelles sont les horizons envisageables pour l'Algérie ?

Le pays est actuellement dans une situation de blocage logique suite à la sortie du système Bouteflika qui a créé depuis une vingtaine d'années des rouages solides. La confiance déjà atrophiée existant entre les gouvernés et les gouvernants a définitivement été rompue. Une sortie de crise nécessiterait des négociations entre les représentants du hirak qui n'existent

pour l'instant pas, des partis politiques, du gouvernement et de l'armée. L'élite qui dirige le mouvement reste réaliste et est ouverte aux négociations, elle n'est pas enfermée dans un refus catégorique ni une opposition frontale et stérile. Ce que le peuple souhaite, ce sont des garanties. Cela n'a rien d'impossible et on peut prendre l'exemple de la création d'un Haut Comité d'Etat en 1992, instance collégiale chargée de la gestion de l'Etat alors en pleine guerre civile. Si on reste dans les paramètres actuels il n'y aura jamais ni candidats ni électeurs et on peut alors craindre un vide politique qui engendrerait une radicalisation du mouvement. On a pu assister à une nouvelle tentative de résolution de crise timide le 3 Juillet par le président intérimaire qui a invité la classe politique et la société civile à dialoguer en s'engageant à respecter ce qui y serait décidé. Il était question d'y évoquer tout d'abord la transparence des élections et les outils pour la garantir, la création d'une instance électorale indépendante chargée d'organiser le futur scrutin, sa composante, son fonctionnement et ses moyens. Pour autant ce pas en avant n'a pas eu l'effet mobilisateur escompté. Le 6 Juillet, le Forum National pour le dialogue regroupant une partie de l'opposition et qui travaille à un consensus entre les différentes initiatives politiques a rejeté cette offre en exigeant des préalables notamment la libération des détenus d'opinion^{lviii} ainsi que l'ouverture du champ médiatique^{lix}. Ce Forum travaille sur une sortie de crise depuis déjà 5 mois a symboliquement récemment fait le choix de convier plus d'une centaine d'organisations de la société civile afin de rendre publique une plateforme de propositions en forme de feuille de route collective. Ainsi les différents membres s'accordent autour du besoin d'organiser des élections dans les plus brefs délais encadré par un nouveau Code électoral et par la mise à l'écart de l'administration actuelle puisqu'à l'origine des fraudes passées^{lx}.

Conclusion

En somme, le système ainsi né au lendemain de l'indépendance est donc à bout de souffle et le pays, en pleine situation de vide constitutionnel et d'illégitimité des institutions, est plongé dans une période de grande incertitude. L'Algérie fait aujourd'hui face à des défis économiques, sociaux et politiques considérables qui semblent aller en s'empirant. Le tarissement de la manne pétrolière et le manque de diversification de son économie risquent d'exacerber les tensions sociales latentes. La situation critique de l'économie algérienne inquiète donc en ce qu'elle peut conduire une aggravation la crise politique en cours, si celle-ci continue à s'enliser, en attisant les mécontentements et en poussant davantage d'algériens dans les rues. Un repli d'Alger sur ses préoccupations internes risque également de bouleverser la donne au niveau de la géopolitique régionale et de la sécurité de la bande sahélo-saharienne en premier lieu. Acteur sécuritaire indispensable de la stabilisation régionale, la fragilisation de l'Algérie porterait atteinte à la région toute entière. Cela, dans une logique de cercle vicieux, amplifierait la menace qui pèse sur ses frontières et donc, du fait du difficile contrôle de celles-ci, sur son intégrité territoriale de façon plus générale.

Les Algériens se mobilisent depuis déjà 5 mois, la démission d'Abdelaziz Bouteflika n'a pas suffi à leur donner satisfaction et c'est à tout un système auquel ils sont désireux de mettre un terme. Si la silmiya parvient à rester pacifique et à éviter le piège de l'affrontement, ses motivations n'en sont pas moins solides. Dans le pays entier les algériens continuent à se

mobiliser et sont résignés à donner un souffle nouveau à un pays dont bien des blocages empêchent le développement d'un véritable potentiel de puissance régionale.

Le pouvoir n'aura d'autre choix que d'ouvrir le dialogue, en y impliquant des acteurs les plus variés possibles pour ainsi promouvoir une gestion consensuelle de cette transition à venir. Il apparaît comme une impérative nécessité que de se conformer aux volontés populaires en permettant des élections transparentes et indépendantes dans les plus brefs délais. Une assemblée constituante élue et par conséquent l'avènement de la IIe République semblent être inévitables à la sortie de crise. Si Gaïd Salah est perçu comme l'homme fort du pays aujourd'hui, il n'est que le porte-parole d'un conclave opaque dont les manœuvres sont imprévisibles. Une chose est certaine, l'armée sera partie prenante de cette transition qui se dessine et dont les paramètres semblent impossibles à anticiper.

Références :

- BABOUCHE Yacine, « *Le Washington Post met en garde contre la répétition du scénario égyptien en Algérie* », TSA Algérie, Mars 2019
- BELGHICHE Tayeb, « Qui est responsable des violences à Ghardaïa ? », *El Watan*, 2014
- BELAKHDAR, Naoual « 'L'éveil du Sud' ou quand la contestation vient de la marge. Une analyse du mouvement des chômeurs algériens », *Politique africaine*, 2015
- BELKAID Akram, « L'Algérie en 100 questions : un pays empêché », Paris, Tallandier, 2019
- BENANTAR Abdennour, « *Sécurité aux frontières : Portée et limites de la stratégie algérienne* », L'Année du Maghreb, 14 | 2016, 147-163
- BENDERRA Omar « *Algérie : le choc (bienvenu) de l'arrestation des généraux Toufik et Tartag (et de Saïd Bouteflika)* », Algeria Watch, mai 2019
- BOUDA Brahim, « Les inondations du Tassili n'Ajjer unissent les habitants de Djanet et Ghat », *El Watan*, 2019
- BOUKHARS Anouar, « Les rebords fragiles du Maghreb », *bulletin de la sécurité africaine* n° 34, 2018
- BOUNOUA Chaïb, « Contrebande et crise du carburant en Algérie », *El Watan*, 2013
- BOURRAT Flavien, « *L'armée algérienne : un État dans l'État ?* », *Les Champs de Mars*, 2012/1 (N° 23), p. 21-37
- CHABANE Mohamed, « *L'Algérie, otage de ses hydrocarbures : obligations de réformes, urgence d'une reconversion* », Cahiers de la Méditerranée, 2010, 319-330
- CHAOUCHI Mohamed, « Violences intercommunautaires à Ghardaïa : quels enjeux? », *Diploweb.com la revue géopolitique*, 2015
- CHAKER Salem. « Berbérité/Amazighité (Algérie/Maroc) : La "nouvelle politique berbère" » *Studi Magrebini, Università degli studi du Napoli 'L'Orientale'*, 2017
- CRISIS GROUP, « *Algeria's South: Trouble's Bellwether* », report 171, 2016
- CRISIS GROUP, « Surmonter la paralysie économique de l'Algérie » Rapport 192, 2018
- COULIBALY Hawa et LIMA Stéphanie, « Crise de l'État et territoires de la crise au Mali », *EchoGéo*, 2013
- DJALLIL Lounnas, « L'évolution de l'environnement stratégique de l'Algérie post-Printemps arabe », *Maghreb-Machrek*, n°221, 2014

EL HATTACH Abdellah, « *Quand le Soft Power marocain exaspère l'Algérie* », Le1, 2017

EL KHOURY Bachir, « *Aujourd'hui, toute l'Egypte appartient aux militaires. Toute? Toute.* », Slate, juin 2014

GAIDI Mohamed Faouzi, « *L'armée algérienne intervient en Tunisie* », El Watan, 2014

GOUËSET Catherine, « *Algérie: pourquoi les violences communautaires secouent Ghardaïa* », *L'Express*, 2014

HAMMADI Souhila, « *Migration : l'Algérie doublement touchée* », Algeria Watch, décembre 2018

HODA Saliby « *Algérie : Journées meurtrières à Ghardaïa* », *Courrier international*, Juin 2015

Human Rights Watch, *Algérie : Des migrants soumis à un traitement inhumain*, juin 2018

LAZAR Medhi, NEHAD Sidi-Mohammed, *L'Algérie aujourd'hui*, Editions Michalon, 2014, 300p

LEPOUTRE David, MARTINEZ Luis, « *La Guerre civile en Algérie* », Revue française de sociologie, 2000

MARTIN Aude, *L'Algérie malade de son pétrole*, Alternatives Economiques, 2019

MECHTI Lyes, « *Le niveau réel du chômage est le double des 11,7% de l'ONS* », *El Watan*, 2019

MESSAOUDI Alain, « *Myriam Aït-Aoudia, L'expérience démocratique en Algérie (1988-1992). Apprentissages politiques et changement de régime* », Lectures [En ligne], Les comptes rendus, 2016, mis en ligne le 05 janvier 2016, consulté le 23 juillet 2019. URL : <http://journals.openedition.org/lectures/19762>

MOKHEFI Mansouria, ANTIL Alain « *Le Maghreb et son Sud : vers des liens renouvelés* », Paris, CNRS Editions

RAHLI Hocine, « *En Algérie, la voie étroite de la révolution de velours* », Le Monde Arabe, juillet 2019

SAMRANI Anthony, « *De l'effondrement de l'État libyen jusqu'à sa possible disparition* », *L'Orient-Le Jour*, 2014

SERRES Thomas, « *En attendant Bouteflika. Le président et la crise de sens en Algérie* », L'Année du Maghreb, n°10, 2014

SIFAOUI Mohamed, « *Où va l'Algérie ?* », Paris, Cerf, 2019

STAIN Stanislas, « *Algérie : zoom sur le phénomène des harragas* », *Le Monde Arabe*, juin 2018

STORA Benjamin, « *Histoire de l'Algérie depuis l'indépendance* », Paris, La Découverte, 1994

TLEMÇANI Rachid, « *Le coup de force permanent en Algérie. Armée, élections et islamisme* », *Maghreb Machrek*, 2014/3 (N° 221), p. 91-107

VOLPI Frédéric, « *Stabilité et changement politique au Maghreb : Positionner l'Algérie dans le contexte régional de l'après-printemps arabe* », *Maghreb - Machrek*, 2014/3 (N° 221), p. 35-46.

Drapeau berbère: Gaïd Salah joue avec le feu, Huff Post Maghreb, juin 2019

Quand les chômeurs se muent en force politique, El Watan, février 2014

« *L'opposition en Algérie pose des conditions au dialogue proposé par le pouvoir* », Le Monde, 22 Juillet 2019, consulté sur

https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/07/22/algerie-l-opposition-pose-des-conditions-au-dialogue-propose-par-le-pouvoir_5492082_3212.html

« La plate-forme du forum national pour le dialogue, une feuille de route réaliste pour surmonter la crise », Algérie presse service, 10 juillet 2019, consulté sur : <http://www.aps.dz/algerie/91689-la-plate-forme-du-forum-national-pour-le-dialogue-une-feuille-de-route-realiste-pour-surmonter-la-crise>

ⁱ Mohamed Chabane, « l'Algérie, otage de ses hydrocarbures : obligations de réformes, urgence d'une reconversion », Cahiers de la Méditerranée, 2010, 319-330

ⁱⁱ En 2018, selon la Confédération syndicale des forces productives (Cosyfp) 60% des entreprises tous types confondus optent pour les contrats à durée déterminée (CDD) et 5 millions de travailleurs sont employés dans des conditions de précarité

ⁱⁱⁱ L'état calamiteux du système de santé algérien est donné comme l'une des raisons poussant la population à l'exil. Bien que les soins soient gratuits, l'état délabré de la plupart des établissements, l'archaïsme du matériel, le manque de place, le mauvais accueil des patients, l'absentéisme régulier des pratiquants et des problèmes d'hygiène sont à déplorer. Les pénuries de médicaments ne sont pas rares et poussent parfois les populations à se fournir sur le marché noir.

^{iv} Si l'Algérie fait partie des pays arabes qui consacrent le plus de ressources financières à ce secteur, la qualité des programmes est souvent mise en cause et certains critiquent la prégnance de l'enseignement religieux. De plus sur 4 millions de jeunes en âge de suivre des études supérieures, seuls 1.5 million le font effectivement.

^v En 2018, L'Algérie occupe la 105^e place sur 180 pays au classement de lutte contre la corruption, loin derrière ses voisins marocains et tunisiens placés conjointement à la 43^e place

^{vi} Akram BELKAÏD, l'Algérie, *un pays empêché en 100 questions*, Editions Tallandier, 2019, 333p

^{vii} Thomas SERRES, « En attendant Bouteflika. Le président et la crise de sens en Algérie », *L'Année du Maghreb*, n°10, 2014

^{viii} Le Front de Libération Nationale est un parti politique créé en 1954 dans le but de lutter pour l'obtention de l'indépendance. Il est aujourd'hui dirigé par Mohamed Djemai. Il a su se réserver l'exclusivité du pouvoir en se constituant en parti unique jusqu'à l'instauration du multipartisme en 1988. Depuis, le FLN conserve une place centrale dans la vie politique algérienne.

^{ix} Après avoir massivement remportées les élections communales un an auparavant avec 57% des voix, le FIS obtient 48 % de suffrages dès le premier tour aux élections législatives. Mais face au risque que représente le parti qui vise la création d'un califat islamiste en Algérie, l'armée suspend les élections et prend le pouvoir.

^x LEPOUTRE David, MARTINEZ Luis, « La Guerre civile en Algérie », *Revue française de sociologie*, 2000

^{xi} Medhi LAZAR, Sidi-Mohammed NEHAD, *L'Algérie aujourd'hui*, Editions Michalon, 2014, 300p

^{xii} Anthony SAMRANI, De l'effondrement de l'État libyen jusqu'à sa possible disparition, *L'Orient-Le Jour*, 2014

^{xiii} **Hawa COULIBALY et Stéphanie LIMA**, « Crise de l'État et territoires de la crise au Mali », *EchoGéo*, 2013

^{xiv} Anouar BOUKHARS, Les rebords fragiles du Maghreb, bulletin de la sécurité africaine n° 34, 2018

^{xv} Ce mouvement politique armé a été créé en 1973 afin de lutter contre l'occupation espagnole du Sahara occidental. Depuis 1975 il s'oppose au Maroc pour le contrôle du Sahara occidental et son indépendance.

^{xvi} Abdellah EL HATTACH, « *Quand le Soft Power marocain exaspère l'Algérie* », *Le1*, 2017

^{xvii} Lounnas DJALLIL, « L'évolution de l'environnement stratégique de l'Algérie post-Printemps arabe », *Maghreb-Machrek*, n°221, 2014

^{xviii} Gaidi Mohamed Faouzi, « *L'armée algérienne intervient en Tunisie* », *El Watan*, 2014

^{xix} Abdennour BENANTAR, « Sécurité aux frontières : Portée et limites de la stratégie algérienne », *L'Année du Maghreb*, n°14, 2016

^{xx} Avec un budget de défense de 8,6 milliards d'euros en 2017, l'Algérie s'impose comme le pays qui consacre le plus de ressources financières à ce secteur en Afrique (Mondafrique)

- ^{xxi} En 2018 l'ANP a déclaré avoir neutralisé 57 terroristes, un chiffre en nette diminution si l'on regarde le bilan de 2017 qui fait état de 131 terroristes arrêtés et tués
- ^{xxii} Hocine Rahli, « *En Algérie, la voie étroite de la révolution de velours* », Le Monde Arabe, juillet 2019
- ^{xxiii} Unité ou camp de combattants
- ^{xxiv} Le 29 avril 2019 le calife de l'EI est apparu publiquement pour la première fois depuis 2014 dans une vidéo qui aurait été tournée après la chute de Baghouz, la dernière possession territoriale de l'EI dans l'est de la Syrie. Il y exhortait ses partisans à « *poursuivre le djihad* ». Peu de temps après, des informations transmises par la coalition internationale anti-Daech, ont indiqué la présence d'Abou Bakr al-Baghdadi en Libye.
- ^{xxv} Lyes MECHTI, Le niveau réel du chômage est le double des 11,7% de l'ONS, *El Watan*, 2019
- ^{xxvi} Données Banque Mondiale 2019
- ^{xxvii} Chaïb BOUNOUA, « Contrebande et crise du carburant en Algérie », *El Watan*, 2013
- ^{xxviii} Akram BELKAID, *l'Algérie, un pays empêché en 100 questions*, éditions Tallandier, 2019
- ^{xxix} Les prix du gaz sont indexés sur ceux du pétrole
- ^{xxx} D'après l'Office national algérien des statistiques, le taux d'inflation a été enregistré à 4,1% en mars 2019
- ^{xxxi} CRISIS GROUP, « Surmonter la paralysie économique de l'Algérie » Rapport 192, 2018
- ^{xxxii} MARTIN Aude, L'Algérie malade de son pétrole, *Alternatives Economiques*, 2019
- ^{xxxiii} Human Rights Watch, *Algérie : Des migrants soumis à un traitement inhumain*, juin 2018
- ^{xxxiv} Stain Stanislas, « Algérie : zoom sur le phénomène des harragas », *Le Monde Arabe*, juin 2018
- ^{xxxv} Souhila Hammadi, « Migration : l'Algérie doublement touchée », *Algeria Watch*, décembre 2018
- ^{xxxvi} Drapeau berbère: Gaïd Salah joue avec le feu, *Huff Post Maghreb*, juin 2019
- ^{xxxvii} Salem CHAKER. « Berbérité/Amazighité (Algérie/Maroc) : La "nouvelle politique berbère" » *Studi Magrebini, Università degli studi di Napoli 'L'Orientale'*, 2017
- ^{xxxviii} Catherine GOUËSET, « Algérie: pourquoi les violences communautaires secouent Ghardaïa », *L'Express*, 2014
- ^{xxxix} CRISIS GROUP, *Algeria's South: Trouble's Bellwether*, report 171, 2016
- ^{xl} Le malékisme est la branche de l'islam sunnite majoritaire au Maghreb et au Sahel.
- ^{xli} L'ibadisme est une forme d'islam qui diffère du sunnisme et du chiisme, considérée comme issue du 3^e chiisme qui est le kharijisme. Elle est minoritaire dans l'ensemble du monde musulman sauf dans le sultanat d'Oman où il est religion d'Etat. L'ibadisme prône un puritanisme de rigueur.
- ^{xlii} Mohamed CHAOUCHI, « Violences intercommunautaires à Ghardaïa : quels enjeux? », *Diploweb.com la revue géopolitique*, 2015
- ^{xliiii} Tayeb BELGHICHE, « Qui est responsable des violences à Ghardaïa ? », *El Watan*, 2014
- ^{xliv} Hoda Saliby « Algérie : Journées meurtrières à Ghardaïa », *Courrier international*, Juin 2015
- ^{xlv} « Quand les chômeurs se muent en force politique », *El Watan*, février 2014
- ^{xlvi} Mouvement mené par Abdessalam Tarmoune jusqu'à son décès en 2018 et portée par des élites du sud algérien dans le cadre d'une revendication égalitaire. Le MJS défend une option fédérale de l'Etat et revendique une justice sociale et une répartition équitable des richesses en Algérie. Il a connu plusieurs mutations et une partie de ses membres a basculé dans le terrorisme.
- ^{xlvii} Naoual Belakhdar, « "L'éveil du Sud" ou quand la contestation vient de la marge. Une analyse du mouvement des chômeurs algériens », *Politique africaine*, 2015
- ^{xlviii} L'Algérie détient les troisièmes réserves mondiales de gaz de schiste techniquement récupérables
- ^{xlix} En raison du déclin naturel de ses gisements d'hydrocarbures, l'Algérie a montré un intérêt nouveau pour ses ressources d'hydrocarbures de schiste. Pourtant, selon un rapport de la CNUCED (Conférence Des Nations Unies Sur Le Commerce Et Le Développement) le recours à ces énergies non conventionnelles ne doit pas être précipité, ce en raison du risque de contamination des aquifères, mais aussi de la grande quantité d'eau nécessaire au processus de fracturation hydraulique
- ^l BOUDA Brahim, « Les inondations du Tassili n'Ajjer unissent les habitants de Djanet et Ghat », *El Watan*, 2019
- ^{li} En Octobre 1988 de violentes émeutes dans le pays ont mené à la fin du système de parti unique. Si on a pu voir un pôle démocratique se mettre en place, les activistes islamistes ont joué un rôle important dans les protestations. Ce mouvement dont le bilan fait état de 500 morts et de milliers d'arrestations aura permis aux algériens d'obtenir, en plus du multipartisme, la création de nouveaux journaux et la possibilité de revendiquer au grand jour des identités culturelles autrefois tuées. La montée en popularité du Front Islamique du Salut et l'installation d'une logique d'affrontement armé entre pouvoir et islamistes sont venus trois ans plus tard refermer cette expérience démocratique qui demeure vive dans les mémoires des participants du hirak.
- ^{lii} Yacine Babouche, « *Le Washington Post met en garde contre la répétition du scénario égyptien en Algérie* », *TSA Algérie*, Mars 2019
- ^{liii} El Khoury Bachir, « *Aujourd'hui, toute l'Egypte appartient aux militaires. Toute? Toute.* », *Slate*, juin 2014

^{liv} Omar Benderra «Algérie : le choc (bienvenu) de l'arrestation des généraux Toufik et Tartag (et de Saïd Bouteflika)», Algeria Watch, mai 2019

^{lv} Le 19 juin 1965, un coup d'état militaire aussi appelé « redressement révolutionnaire » renverse le président de la République Ahmed Ben Bella et amène au pouvoir le colonel Henri Boumédiène

^{lvi} Le 12 juin 1990 ont eu lieu les premières élections municipales pluralistes de l'Histoire algérienne, largement remportées par le FIS avec 54,3 % des voix et une victoire très symbolique à Alger.

^{lvii} Myriam Ait-Aoudia, L'expérience démocratique en Algérie (1988-1992), Chapitre 8 « *De la confiance à la défiance* », presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 2015

^{lviii} Plusieurs manifestants ont été placés en détention préventive à Alger pour avoir porté le drapeau amazigh. Lakhdar Bouregaâ, célèbre vétéran de la guerre d'indépendance, a également été inculpé d'« outrage à corps constitué et atteinte au moral de l'armée ».

^{lix} L'opposition en Algérie pose des conditions au dialogue proposé par le pouvoir, Le Monde, Juillet 2019

^{lx} « *La plate-forme du forum national pour le dialogue, une feuille de route réaliste pour surmonter la crise* », Algérie presse service, juillet 2019